

**Communiqué
de presse**



Contacts presse

Département de l'information et de
la communication
01 40 15 80 55
service-de-presse@culture.gouv.fr

www.culture.gouv.fr

Frédéric Mitterrand, ministre de la Culture et de la Communication salue la remise aux autorités égyptiennes des cinq fragments de fresques issus de la tombe de Tetiky, prince de la XVIIIème dynastie égyptienne.

Le Président de la République a remis aujourd'hui au Président de la République arabe d'Egypte, M. Hosni Moubarak, en présence du ministre de la Culture et de la Communication, cinq fragments de peinture murale provenant de la tombe de Tetiky, prince de la XVIIIème dynastie égyptienne.

Ce transfert s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention UNESCO du 14 novembre 1970 concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, ratifiée par la France en 1997. Depuis cette date, la France s'interdit d'intégrer aux collections nationales des œuvres illégalement exportées de leurs pays d'origine. Elle a mis en place, à cet effet, des actions de prévention ainsi que des outils juridiques de répression avec l'ensemble des acteurs concernés : justice, police, douanes, culture, marché de l'art.

Ces cinq fragments de peinture murale avaient été acquis de bonne foi pour le Louvre en 2000 et 2003. En novembre 2008, à la suite de la redécouverte par les archéologues de la tombe dont ces fresques semblaient provenir, des doutes sérieux sont nés sur la légalité de leur sortie du territoire égyptien.

Depuis lors, des échanges permanents et approfondis ont eu lieu entre le Conseil suprême des antiquités égyptiennes et le ministère de la Culture et de la Communication. Sur cette base, le ministre de la Culture et de la Communication a convoqué la commission scientifique nationale des musées de France, composée de 35 experts, afin que celle-ci émette un avis sur la provenance des fresques et leur sortie des collections du musée du Louvre.

Le 9 octobre dernier, la commission a émis, à l'unanimité, un avis favorable au déclassement des œuvres. Le Ministre a aussitôt décidé de suivre cet avis et de signer l'arrêté permettant à ces fragments de réintégrer leur lieu d'origine.

Ce transfert témoigne de la volonté de la France de lutter, dans le cadre des conventions internationales en vigueur, contre le trafic illicite des biens culturels, dont elle est elle-même victime, et de l'excellence de la coopération franco-égyptienne dans le domaine de l'archéologie.

Paris, le 14 décembre 2009